

Parce que les droits, ça se défend... ensemble!

Rouyn-Noranda, 13 décembre 2016 – Les organismes en défense collective des droits de l'Abitibi-Témiscamingue tiennent aujourd'hui à souligner la Journée internationale des droits de la personne, en rappelant que les droits, ça se défend... ensemble! Imaginez un instant, à quoi ressemblerait notre filet social, nos services publics et nos programmes sociaux si nous avons laissé libre cours au marché, la privatisation et au chacun pour soi?

Rempart contre les abus et moteur de progrès social!

Comme l'indique Christine Doré du **Regroupement d'éducation populaire de l'A-T**: « Ailleurs comme ici plusieurs droits sociaux, économiques et culturels sont bafoués au nom d'un système économique incapable de répartir justement la richesse, mais grâce aux groupes et mouvements sociaux, la résistance s'organise, nos solidarités se tissent et nous empêchons un peu chaque jour le saccage néolibéral ». Pour Marie-Aimée Fortin-Picard de la **Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'A-T**, l'importance de la défense collective des droits ne fait aucun doute: « il n'y a pas si longtemps l'homosexualité était interdite au Canada, la discrimination basée sur l'orientation sexuelle était presque la norme dans les services gouvernementaux, mais grâce à l'action collective nous cheminons tranquillement, mais sûrement vers la pleine reconnaissance de nos droits ».

Selon Nathalie Rodrigue, du **Regroupement des associations de personnes handicapées de l'A-T**: « Les groupes en défense collective des droits agissent comme des chiens de garde de la justice sociale. En mobilisant les personnes directement concernées par une problématique ou des inégalités, nous sommes en mesure de critiquer et de faire avancer les politiques publiques en faveur du bien commun. » Abondant dans le même sens, Georgette Grenier et Lana Pépin, respectivement des **Associations de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées de Val-d'Or et de Rouyn-Noranda** constatent que: « le fait de réunir nos participant-e-s nous permet d'identifier des injustices, de constater des abus, et comme nous sommes ensemble, cela nous donne le courage et la force de revendiquer l'amélioration des conditions de vie des membres et de la population en générale ».

« Si les femmes étaient restées chacune dans leur coin à attendre la reconnaissance de leurs droits, elles n'auraient peut-être même pas le droit de vote aujourd'hui! », lance Johannie Marleau-Houle du **Regroupement de femmes de l'A-T**. « C'est grâce à toutes ces battantes et à leurs actions si on chemine vers l'égalité ». Rappelant au passage que le monde politique est toujours dominé par les hommes et que le salaire de ceux-ci est de 12 % supérieur au salaire moyen des femmes.

Les personnes assistées sociales sont en fait les plus pauvres de notre société et font souvent les frais de mesures discriminatoires, comme ce fut récemment le cas avec l'adoption du projet de loi 70. Chrystyan Jacques et Mario Harvey œuvrent au sein **d'organisations de défense de droits des personnes assistées sociales**, ils témoignent de l'immense potentiel de toutes ces personnes: « en partageant leurs vécus et en agissant ensemble, ils et elles développent leur confiance et leur compétence, ce qui leur permet d'intervenir dans le

débat et ainsi contribuer à la vie démocratique. Malheureusement, le gouvernement actuel méprise les personnes défavorisées, mais nous ne lâcherons rien! »

Pour les **locataires** de la région, la crise du logement a révélé l'urgence de s'organiser afin de limiter les abus et le déni de leurs droits, l'association qu'ils et elles ont créé leur permet maintenant d'assurer une vigilance et de lutter avec les autres groupes du Québec en faveur de la construction de nouveaux logements sociaux, Bruce Gervais coordonnateur de **l'ALOCAT** : « les propriétaires ne peuvent plus agir en toute impunité, le fait que les locataires sont mieux informés et se défendent collectivement créer un rapport de force à leur avantage. Plus nous serons nombreux-ses à dénoncer et à se mobiliser, plus nous nous approcherons d'une réelle reconnaissance du droit au logement », soutien celui qui travail pour la seule organisation régionale de défense collective des droits toujours pas financée par Québec.

Pour un financement adéquat

Avec une moyenne de financement de seulement 56 000\$ non indexé, nos organismes sont maintenus dans une situation de sous- financement inacceptable. Ce sous-financement nuit à leurs actions à un moment où les écarts se creusent de plus en plus entre les riches et les pauvres et où les gouvernements coupent dans les programmes qui visent justement à redistribuer la richesse. Afin de réaliser pleinement nos missions, les organismes de défense collective des droits demandent au gouvernement du Québec :

- le financement immédiat des groupes en attente de financement comme l'ALOCAT;
- une augmentation de 40M\$ du financement des 300 groupes en défense collective des droits
- une indexation annuelle des subventions;
- des sommes supplémentaires pour permettre aux organismes de couvrir les frais reliés à la pleine participation des personnes ayant des limitations fonctionnelles.

-30-

Sources :

Christine Doré, Regroupement d'éducation populaire de l'A-T, **(819) 762-3114**

Marie-Aimée Fortin-Picard, Coalition d'aide pour la diversité sexuelle de l'A-T, **(819) 762-2299**

Nathalie Rodrigue, Regroupement des associations de personnes handicapées de l'A-T, **(819) 762-8956**

France Neveu, Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées de Rouyn-Noranda, **(819) 762-7855**

Georgette Grenier, Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées de Val-d'Or, **(819) 824-5500**

Johannie Marleau-Houle, Regroupement de femmes de l'A-T, **(819) 764-9171**

Chrystyan Jacques, Regroupement d'entraide des personnes assistées sociales de R-N, **(819) 764-4812**

Mario Harvey, Association de défense de droits sociaux de la Vallée-de-l'Or, **(819) 856-7240**

Bruce Gervais, Association des locataires de l'A-T, **(819) 762-3165**

Yvan Arsenault, Association des travailleurs et travailleuses accidenté-e-s de l'A-T, **(819) 797-5004**

Isabelle Lefebvre, Association des personnes handicapées visuelles de l'A-T, **(819) 762-2823**



Regroupement d'
Entraide des
Personnes
Assistées
Sociales de
Rouyn-Noranda



L'Association des Travailleuses et
Travailleurs Accidentés
de l'Abitibi-Témiscamingue (ATTAAAT)



Association de Défense des Droits
Sociaux de la Vallée de l'Or

